

F. 85 — 1962

**16 JANVIER 1985. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon  
modifiant les articles 192 à 195 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme. — Erratum**

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, notamment l'article 4, alinéa 3;

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, notamment les articles 41, § 2, alinéa 2, 42, § 1er, alinéa 2, 192, 193, 194 et 195;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre des Technologies Nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région Wallonne;

Arrête :

**Article 1er.** L'article 192 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est remplacé par la disposition suivante :

« Article 192. L'obtention d'un permis de bâtir n'est pas requise pour les travaux et actes suivants :

1<sup>o</sup> Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à des prescriptions légales ou réglementaires :

a) Toute construction annexe sans étage à édifier à l'arrière de la construction principale et séparée d'elle de plus de 6 mètres à la condition :

— qu'il n'y en ait qu'une par propriété et qu'elle ne puisse servir à l'habitation;

— que sa surface n'ait pas plus de 10 m<sup>2</sup>;

— que sa hauteur ne dépasse pas 2,50 m à la corniche et 3,50 m au faite;

— qu'elle soit érigée à plus de 3 m de la limite séparative des propriétés si celles-ci ne sont pas clôturées par un mur. Dans le cas contraire, elle pourra être établie dans la limite des 3 m à condition de ne pas dépasser l'héberge du mur;

— que les matériaux utilisés soient de briques, pierres, bois, blocs de béton crépis ou vitrages, sauf s'il s'agit de construction industrialisée;

— que la conception du volume et les matériaux mis en œuvre soient homogènes et de nature à s'harmoniser à l'environnement immédiat.

Si ladite construction annexe est à usage de colombier, la superficie pourra être portée à 15 m<sup>2</sup> maximum — la hauteur de corniche et la hauteur de faite à respectivement 2,70 m et 3,70 m maximum. Elle ne pourra cependant être construite qu'à 3 m minimum des limites séparatives des propriétés et de la construction principale.

b) Une volière d'une superficie maximale de 10 m<sup>2</sup> et dont la hauteur ne dépasse pas deux mètres.

c) Des ruchers établis à une distance d'au moins vingt mètres d'une habitation ou de la voie publique ou, si un obstacle plein d'une hauteur de deux mètres au moins existe entre les ruchers et l'habitation ou la voie publique, à une distance de dix mètres.

d) Des clôtures de 1,50 m de hauteur maximum constituées au moyen de piquets reliés entre eux par fils ou treillis à larges mailles avec éventuellement à la base, une plaque de béton ou muret de 30 cm de hauteur maximum, ou par une ou deux traverses horizontales.

2<sup>o</sup> Dans les parcs, jardins et cours.

a) L'aménagement du sol en conformité avec sa destination et pour autant qu'il n'implique aucune modification de son relief par construction de chemins, terrasses, bacs à plantation, pièces d'eau ornementales, aires de jeux ou de sports.

b) Le placement de mobilier de jardin tels que bancs, tables, sièges, poubelles, colonnes, feu ouvert pour autant que sa hauteur totale ne dépasse pas 2,50 m et qu'il soit situé à 3 m de la limite séparative des propriétés.

c) Le placement de candélabres et de poteaux d'éclairage de manière telle que le faisceau lumineux issu des lampes reporté au sol n'exécède pas la limite de la propriété.

d) Les appareillages strictement nécessaires à la pratique des sports déterminés par arrêté ministériel, aux conditions fixées par celui-ci et ceux des jeux, les uns et les autres ne pouvant dépasser la hauteur de 3,50 m.

e) Le placement de drains, conduits en sous-sol, avaloirs, puits perdus, filets d'eau, regards, taques et fosses septiques, pour autant que ces dispositifs soient en rapport avec l'infrastructure nécessaire à l'aménagement de la propriété.

3<sup>o</sup> Sur le domaine de la voirie publique.

a) Le renouvellement des fondations non apparentes et du revêtement des chaussées n'excédant pas 7 m de largeur, — pour autant qu'il n'y ait pas d'élargissement de l'assiette desdites chaussées —, des bernes ou trottoirs ainsi que le placement d'éléments accessoires tels que bordures, filets d'eau, avaloirs et taques, à l'exception des parapets murs et glissières de sécurité, des murs et écrans antibruit ainsi que des ouvrages d'art tels que passages aériens ou souterrains.

b) L'installation et le remplacement des dispositifs d'évacuation des eaux à l'exception des grands collecteurs, des bassins d'orage et des stations d'épuration d'eau.

c) L'établissement ou le renouvellement de la signalisation.

d) Les travaux d'aménagement des espaces réservés aux piétons, aux cyclistes et aux plantations à l'exception d'ouvrages d'art tels que passages aériens ou souterrains.

e) Le placement et le renouvellement de mobilier urbain tels que bancs, tables, sièges, poubelles, candélabres et poteaux d'éclairage, bacs à plantation, petites pièces d'eau.

f) Sans préjudice du respect de la réglementation générale sur l'affichage et la publicité, et pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à des prescriptions légales ou réglementaires, le placement de dispositifs d'affichage et de publicité suivant :

1. les colonnes dont le fut, d'1,20 m de diamètre maximum ne dépasse pas 3,50 m de hauteur;

2. les panneaux sur pieds dont les hauteurs et largeurs maximales ne dépassent pas respectivement 2,50 m et 1,70 m et dont la surface utile ne dépasse pas 4 m<sup>2</sup> par face.

4<sup>o</sup> a) Les constructions provisoires d'infrastructure de chantier de constructions et travaux autorisés en ce compris les dortoirs pour travailleurs et les pavillons d'accueils, pendant la durée des travaux et pour autant qu'ils se poursuivent de manière continue.

b) Les travaux de déviation de la circulation piétonne, cycliste, automobile ou de transports publics nécessités par des chantiers de construction, pour autant qu'il soit établi un trottoir provisoire de remplacement et que les lieux soient remis en état dans le mois qui suit la réception provisoire des travaux.

5<sup>o</sup> Dans les zones d'habitat à caractère rural et dans les zones agricoles à l'exception des zones d'intérêt culturel, historique ou esthétique, des sites classés ou archéologiques :

la construction de silos-couloirs pour autant qu'ils soient édifiés à plus de 3 m des propriétés voisines et que leur hauteur ne soit pas supérieure à 2,05 m.

6<sup>o</sup> Les travaux de transformations intérieurs et les travaux d'aménagement de locaux en ce compris les équipements correspondants tels qu'installations sanitaires, d'électricité, de chauffage ou de ventilation, pourvu qu'ils ne portent pas atteinte aux structures portantes du bâtiment et qu'ils n'impliquent une modification ni de la destination de celui-ci, ni du volume construit, ni de l'aspect architectural.

7<sup>o</sup> La pose de réseaux radio et de télédistribution en façade.

**Art. 2.** L'article 193 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 193. Le concours d'un architecte n'est pas obligatoire pour :

1<sup>o</sup> La modification sensible du relief du sol, son aménagement en ce compris la création d'étangs, de piscines et d'aires de sports ou de jeux.

2° a) Déboiser, abattre des arbres isolés à haute tige plantés dans les espaces verts prévus par un plan d'aménagement approuvé par le Roi ou par l'Exécutif, ainsi que des arbres dont la plantation ou le maintien a été prévu au permis de lotir ou de bâtir.

b) Défricher ou modifier la végétation des landes, bruyères ou fagnes ainsi que de toute autre zone dont l'Exécutif jugerait la protection nécessaire.

3° Etablir un dépôt de véhicules usagés ou de mitrailles.

4° a) Utiliser habituellement un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations mobiles pouvant être utilisées pour l'habitation.

b) Utiliser un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations fixes n'impliquant aucun assemblage ou construction pour autant que leur surface ne dépasse pas 30 m<sup>2</sup>.

5° La construction de clôtures autres que celles prévues à l'article 192, 1°, d), et de murs à ériger conformément aux lois et règlements en vigueur et notamment à l'article 663 du Code Civil.

6° La démolition de constructions isolées ou annexes sans étages ni sous-sol.

7° Pour autant qu'elle n'implique aucune dérogation à des prescriptions légales ou réglementaires.

a) Toute construction annexe sans étage ni sous-sol à édifier à l'arrière de la construction principale et séparée d'elle de plus de 6 m à la condition :

— qu'elle ne soit pas destinée à un usage industriel, commercial, résidentiel ou de service;

— que sa superficie ne dépasse pas les 20 m<sup>2</sup> hors tout;

— que sa hauteur maximum ne dépasse pas 2,70 m à la corniche et 4,50 m au faite;

— qu'elle soit érigée à plus de 3 m de la limite séparative des propriétés si celles-ci ne sont pas clôturées par un mur. Dans le cas contraire, elle pourra être établie dans la limite des 3 m à condition de ne pas dépasser l'héberge du mur;

— qu'il n'en soit érigée qu'une seule par parcelle.

b) La construction de serres et de vérandas accolées à l'arrière de l'habitation principale à condition :

— qu'elles se situent dans le prolongement du bâtiment;

— qu'elles ne comportent qu'un seul niveau;

— que leur profondeur ne dépasse pas 3,50 m;

— que la toiture et la face arrière soient constituées de vitrage transparent et plan.

8° Les actes et travaux pour lesquels un règlement communal sur les bâtisses impose un permis alors qu'il n'est pas imposé par une loi ou un décret et pour autant que les actes et travaux ne soient pas visés à l'article 192.

9° L'édification d'antennes, mâts, pylones, éoliennes et autres structures similaires à une distance de la propriété voisine au moins égale à leur hauteur totale et pour autant qu'ils ne portent pas sensiblement atteinte à la beauté du paysage.

10° Le panneau capteur solaire destiné à la production d'eau chaude sanitaire à condition que sa superficie ne dépasse pas 6 m<sup>2</sup> et qu'il soit incorporé à la toiture d'un bâtiment existant.

11° Les petites installations et infrastructures techniques telles que pompes à essence, réservoirs, petites constructions destinées au stockage de combustibles ou de matériaux, supports de publicité ou d'affichage, cabines téléphoniques, coffrets à usages divers.

12° La construction de silos couloirs dans les zones autres que les zones d'habitat à caractère rural et agricole à l'exception des zones

d'intérêt culturel, historique ou esthétique, des sites classés ou archéologiques, s'ils sont érigés à plus de 3 m des propriétés voisines et que leur hauteur ne soit pas supérieure à 2,05 m.

13° Hors des zones d'intérêt culturel, historique ou esthétique, des sites classés ou archéologiques :

a) L'aménagement du sol en conformité avec sa destination par création de chemins, terrasses, bacs à plantation, pièces d'eau ornementales, aires de jeux et de sport.

— L'aménagement du sol même s'il n'est pas en conformité avec sa destination lorsqu'il s'agit de la pratique, aux conditions fixées par arrêté ministériel, des sports déterminés par cet arrêté et qui impliquent, de par leur nature, une localisation dans des zones autres que celles prévues à cet effet.

b) Le placement de mobilier de jardin.

c) Le placement de candélabres et de poteaux d'éclairage.

d) Les appareillages et les installations nécessaires à la pratique de sports, spécifiés par arrêté ministériel et moyennant conditions fixées par celui-ci, et ceux de jeux.

e) Le placement de drains, conduits en sous-sol, avaloirs, puits perdus, regards, taques, filets d'eau et fosses septiques, pour autant que ces dispositifs soient en rapport avec l'infrastructure nécessaire à l'aménagement de la propriété. »

Art. 3. L'article 194 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 194. Les travaux et actes suivants ne sont pas soumis à l'avis préalable du fonctionnaire délégué :

1° Les actes et travaux pour lesquels un règlement communal sur les bâtisses impose un permis alors qu'il n'est pas imposé par une loi ou un décret, pour autant que ces actes et travaux ne soient pas indiqués à l'article 192.

2° L'établissement d'un dépôt de moins de 10 véhicules usagés ou de moins de 10 tonnes de mitrailles.

3° Les dispositifs de publicité considérés comme étant des constructions à édifier dans les endroits non soumis à la réglementation générale sur l'affichage et la publicité.

4° Dans les zones autres que les zones d'habitat à caractère rural et agricole, à l'exception des zones d'intérêt culturel, historique ou esthétique, des sites classés ou archéologiques, la construction de silos couloirs s'ils sont érigés à plus de 3 m des propriétés voisines et que leur hauteur ne soit pas supérieure à 2,05 m.

5° La construction de clôtures autres que celles prévues à l'article 192, 1°, d), et de murs à ériger conformément aux lois et règlements en vigueur et notamment à l'article 663 du Code Civil.

6° Les colombiers, à condition que leur superficie n'exécède pas 30 m<sup>2</sup> et que la hauteur de corniche et la hauteur de faite ne dépassent pas respectivement 2,70 m et 3,70 m. »

Art. 4. L'article 195 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 195. Les exonérations visées à l'article 192, 3°, a), d), e) et f) et à l'article 194, 5°, ne sont pas d'application dans les zones d'habitat d'intérêt culturel, historique ou esthétique, dans les sites classés ou archéologiques, dans les parties agglomérées des parcs naturels ainsi que dans les zones visées par l'article 309. »

Art. 5. Le Ministre des Technologies Nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région Wallonne, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 janvier 1985.

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,  
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région Wallonne,

M. WATHELET

Le Ministre-Président de la Région Wallonne, chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

## ÜBERSETZUNG

D. 85 — 1962

16. JANUAR 1985. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive  
zur Abänderung der Artikel 192 bis 195 des wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches. — Erratum

Aufgrund des Gesetzes vom 20. Februar 1939 über den Schutz des Architektentitels und -berufs, insbesondere des Artikels 4, Absatz 3;

Aufgrund des wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches, insbesondere der Artikel 41, § 2, Absatz 2, 42, § 1, Absatz 2, 192, 193, 194 und 195;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der neuen Technologien und K.M.U., der Raumordnung und des Forstwesens für die wallonische Region,

Verordnet die wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Artikel 192 des wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 192. Die Erlangung einer Baugenehmigung ist für folgende Arbeiten und Tätigkeiten nicht erforderlich :

1. Insofern sie keine Abweichung von den gesetz- und ordnungsmässigen Vorschriften zur Folge haben :

a) Jegliches hinter dem Hauptgebäude und über 6 Meter davon entfernt errichtetes Nebengebäude, unter der Bedingung, dass :

— nur eins davon pro Grundstück errichtet wird und dass es nicht zur Bewohnung dienen kann;

— seine Fläche nicht mehr als 10 m<sup>2</sup> beträgt;

— seine Gesimshöhe nicht mehr als 2,50 m und seine Firsthöhe nicht mehr als 3,50 m beträgt;

— es über 3 m von der Grundstücksgrenze errichtet wird, falls diese nicht aus einer Mauer besteht. Andernfalls kann es innerhalb dieses 3 m-Abstands errichtet werden, unter der Voraussetzung, dass es nicht über den oberen Abschluss der Grenzmauer hinausragt;

— die benutzten Baustoffe Ziegelsteine, Steine, Holz, verputzte Betonblocks oder Verglasung sind, ausser bei industrialisierter Bauweise;

— die Volumensplanung und die verwendeten Baustoffe homogen sind und mit der näheren Umgebung im Einklang stehen.

Wird besagtes Nebengebäude als Taubenschlag benutzt, so darf seine Fläche auf höchstens 15 m<sup>2</sup> sein die Gesimshöhe und Firsthöhe auf höchstens 2,70 bzw. 3,70 m erhöht werden. Es darf jedoch nur auf mindestens 3 m Entfernung von den Grundstücksgrenzen und dem Hauptgebäude errichtet werden.

b) Ein Vogelhaus mit einer Höchstfläche von 10 m<sup>2</sup> und dessen Höhe nicht mehr als zwei Meter beträgt.

c) Bienenhäuser, die auf einer Entfernung von mindestens zwanzig Metern von einem Wohnhaus oder von einer öffentlichen Strasse oder aber, falls ein mindestens zwei Meter hohes vollwandiges Hindernis zwischen den Bienenhäusern und dem Wohnhaus oder der Strasse vorhanden ist, auf einer Entfernung von zehn Metern errichtet werden.

d) Zäune von mindestens 1,50 m Höhe bestehend aus Pfählen, die untereinander durch Draht oder Grobmaschendraht mit gegebenenfalls einer höchstens 30 cm hohen Betonplatte oder Mauer an der Basis, oder aber durch eine oder zwei waagerechte Querstücke verbunden werden.

2. In Parks, Gärten und Höfen.

a) Die zweckbestimmte Gestaltung des Bodens, insofern sie keine Änderung seines Reliefs durch Anlage von Wegen, Terrassen, Pflanztrögen, Zierteichen, Spiel- oder Sportplätzen zur Folge hat.

b) Das Aufstellen von Gartenmöbeln, wie Bänken, Tischen, Stühlen, Papierkörben, Säulen, offene Feuer, insofern ihre Gesamthöhe nicht über 2,50 m beträgt und sie mindestens 3 m von den Grundstücksgrenzen gelegen sind.

c) Das Aufstellen von Kandelabern und Lichtmasten, so dass der auf den Boden fallende Lichtstrahl der Lampen nicht über die Grundstücksgrenzen hinausragt.

d) Die einzig und allein für das Betreiben der durch Ministerialerlass festgelegten Sportarten erforderlichen Geräte, zu den darin und in den Spielregeln bestimmten Bedingungen, wobei keins die Höhe von 3,50 m überschreiten darf.

e) Das Anbringen von Dränrohren, unterirdischen Leitungen, Abläufen, Sickergruben, Wasserrinnen, Schächten, Kanaldeckeln und Faulgruben, insofern diese Vorrichtungen im Zusammenhang mit der zur Erschliessung des Grundstücks erforderlichen Infrastruktur stehen.

3. Auf dem öffentlichen Wege- und Stassenetz.

a) Die Erneuerung der unteren Tragschichten und des Belags der unter 7 m breiten Strassen — insofern die Fläche der Strassenanlage nicht verbreitert wird —, der Bankette oder Bürgersteige sowie das Anbringen von Einbauten wie Bordsteinen, Wasserrinnen, Abläufen und Deckeln, mit Ausnahme der Sicherheitsbrüstungen, -mauern und -leitplanken, der Lärmschutzwände und -zäune sowie der Ingenieurbauwerke wie Über- oder Unterführungen.

b) Das Anbringen und Ersetzen von Wasserableitungsvorrichtungen, mit Ausnahme der Hauptsammler, der Regenrückhaltebecken und der Wasserkläranlagen.

c) Das Anbringen oder Erneuern der Beschilderung.

d) Die Ausbauarbeiten für Fussgänger-, Radfahr- und Grünbereiche mit Ausnahme der Ingenieurbauwerke wie Unter- oder Überführungen.

e) Das Aufstellen und Erneuern von Strassenzubehör wie Bänken, Tischen, Sitzen, Papierkörben, Kandelabern und Lichtmasten, Pflanztrögen, kleinen Teichen.

f) Unbeschadet der Einhaltung der allgemeinen Vorschriften über Anschläge und Werbung und insofern sie keine Abweichung von den gesetz- und ordnungsmässigen Bestimmungen zur Folge haben, das Anbringen von folgenden Anschlag- und Werbevorrichtungen :

1<sup>o</sup> Litfass-Säulen mit höchstens 1,20 m Durchmesser und einer maximaler Höhe von 3,50 m;

2<sup>o</sup> freistehende Anschlagtafeln, die nicht breiter als 1,70 m und nicht höher als 2,50 m sind und deren Nutzfläche nicht mehr als 4 m<sup>2</sup> pro Seite beträgt.

4. a) Die Vorläufigen Infrastrukturbauten auf genehmigten Baustellen, einschliesslich der Arbeiterschafsäle und Aufenthaltspavillons, während der Dauer der Arbeiten und insofern sie ununterbrochen weitergeführt werden.

b) Durch Baustellen bedingte Arbeiten zur Umleitung des Fussgänger-, Radfahr-, Automobil- oder öffentlichen Verkehrs, insofern ein vorläufiger Ersatzbürgersteig angelegt wird und die Örtlichkeiten innerhalb eines Monats nach der vorläufigen Abnahme der Arbeiten wieder in ihren ursprünglichen Zustand gebracht werden.

5. In den ländlichen Wohngebieten und in den landwirtschaftlichen Gebieten, mit Ausnahme der kulturell, historisch oder ästhetisch bedeutsamen Gebiete, der unter Denkmalschutz stehenden oder archäologischen Schutzgebiete :

die Errichtung von Fahrsilos insofern sie über 3 m von den Grundstücksgrenzen entfernt angelegt werden und ihre Höhe nicht mehr als 2,05 m beträgt.

6. Die Innenumbau- und Raumgestaltungsarbeiten, einschliesslich der entsprechenden Ausstattungen wie Sanitär-, Elektro-, Heizungs- oder Lüftungsanlagen, insofern sie nicht die Tragkonstruktion des Gebäudes beeinträchtigen und sie keine Änderung weder seiner Bestimmung, noch des umbauten Raumes, noch der architektonischen Gestaltung zur Folge haben.

7. Das Verlegen von Netzen für Kabelrundfunk und -fernsehen an Fassaden.

**Art. 2.** Artikel 193 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 193. Die Inanspruchnahme eines Architekten ist nicht Pflicht für :

1. Die merkliche Änderung des Reliefs des Bodens, seine Gestaltung einschliesslich der Anlage von Weihern, Schwimmbädern und Spiel- oder Sportplätzen.

2. a) abzuholzen, alleinstehende, hochstämmige Bäume auf Grünflächen zu fällen, die in einem durch den König oder die Exekutive genehmigten Raumordnungsplan vorgesehen sind, sowie Bäume, deren Anpflanzung oder Beibehaltung in der Erschliessungs- oder Baugenehmigung vorgesehen wurde.

b) den Pflanzenwuchs von Ödland, Heiden oder Venn sowie jedweden Gebietes, dessen Schutz die Exekutive für erforderlich hält, zu roden oder zu ändern.

3. Ein Lager für Gebrauchtfahrzeuge oder Schrott anzulegen.

4. a) ein Grundstück gewöhnlich für das Aufstellen einer oder mehrerer ortsbeweglicher, zur Bewohnung geeigneter Einrichtungen zu benutzen.

b) ein Grundstück für das Aufstellen einer oder mehrerer ortsfester Einrichtungen zu benutzen, die keine Montage oder Konstruktion erfordern, insofern ihre Fläche nicht mehr als 30 m<sup>2</sup> beträgt.

5. Das Errichten von anderen Zäunen, als diejenigen, die in Artikel 192, Punkt 1, d) vorgesehen sind und von Mauern, die gemäss den geltenden Gesetzen und Vorschriften, insbesondere des Artikels 663 des Bürgerlichen Gesetzbuches zu erbauen sind.

6. Der Abbruch von alleinstehenden oder Nebengebäuden ohne Stockwerk und ohne Untergeschoss.

7. Insofern sie keine Abweichung von gesetz- oder ordnungsmässigen Vorschriften zur Folge haben :

a) Jegliches hinter dem Hauptgebäude und über 6 m davon entfernt errichtetes Nebengebäude ohne Stockwerk und ohne Untergeschoss, unter der Bedingung, dass :

— es nicht zu Industrie-, Handels-, Wohnungs- oder Dienstleistungszwecken bestimmt ist;

— seine Gesamtfläche über alles nicht grösser als 20 m<sup>2</sup> ist;

— seine Gesimshöhe nicht mehr als 2,70 m und seine Firsthöhe nicht mehr als 4,50 m beträgt;

— es über 3 m von der Grundstücksgrenze errichtet wird, falls diese nicht aus einer Mauer besteht. Andernfalls kann es innerhalb dieses 3 m-Abstands errichtet werden, unter der Bedingung, dass es nicht über den oberen Abschluss der Grenzmauer hinausragt;

— nur eins davon pro Grundstück errichtet wird.

b) Die Errichtung von Treibhäusern und Verandas, die an die Rückseite des Hauptgebäudes angebaut werden, unter der Bedingung dass :

— sie in der Verlängerung des Gebäudes liegen;

— sie nur aus einem Geschoss bestehen;

— sie nicht mehr als 3,50 m tief sind;

— ihre Bedachung und Rückseite aus durchsichtigem Flachglas bestehen.

8. Die Tätigkeiten und Arbeiten, die gemäss einer Gemeindebauordnung genehmigungspflichtig sind, wofür ein Gesetz oder Erlass jedoch keine Genehmigung vorschreibt und insofern diese Tätigkeiten und Arbeiten nicht in Artikel 192 erwähnt werden.

9. Das Errichten von Antennen, Masten, Gittermasten, Windrädern und anderen ähnlichen Strukturen auf einer Entfernung von dem Nachbargrundstück, die mindestens ihrer Gesamthöhe entspricht und insofern sie nicht merklich die Schönheit der Landschaft beeinträchtigen.

10. Der zur Warmwassererzeugung dienende Sonnenkollektor, insofern seine Fläche nicht grösser als 6 m<sup>2</sup> ist und er in das Dach eines bestehenden Gebäudes eingebaut wird.

11. Die kleinen technischen Einrichtungen und Infrastrukturen wie Benzinpumpen, Behälter, kleine Bauten zur Lagerung von Brennstoffen und Werkstoffen, Werbe- oder Anschlagvorrichtungen, Telefonzellen, Kästen für verschiedene Verwendungszwecke.

12. Die Anlage von Fahrsilos in anderen Gebieten als ländlichen Wohngebieten und landwirtschaftlichen Gebieten, mit Ausnahme der kulturell, historisch oder ästhetisch bedeutsamen Gebiete, der

unter Denkmalschutz stehenden oder archäologischen Schutzgebiete falls sie über 3 m von den Grundstücksgrenzen entfernt errichtet werden und ihre Höhe nicht mehr als 2,05 m beträgt.

13. Ausserhalb der kulturell, historisch oder ästhetisch bedeutsamen Gebiete, der unter Denkmalschutz stehenden oder archäologischen Schutzgebiete :

a) — die zweckbestimmte Gestaltung des Bodens durch Anlage von Wegen, Terrassen, Pflanztrögen, Zierteichen, Spiel- und Sportplätzen;

— die Gestaltung des Bodens, selbst wenn sie nicht seiner Zweckbestimmung entspricht, falls es sich um das Ausüben, zu den durch Ministerialerlass festgelegten Bedingungen, von darin bestimmten Sportarten handelt, die aufgrund ihrer Art eine Ortsbestimmung in anderen Gebieten, als diejenigen, die dafür vorgesehen sind, erfordern.

b) Das Aufstellen von Gartenmöbeln.

c) Das Aufstellen von Kandelabern und Lichtmasten.

d) Die Geräte und Anlagen zum Ausüben der durch Ministerialerlass festgelegten Sportarten, zu den darin und in den Spielregeln bestimmten Bedingungen.

e) Das Anbringen von Dränrohren, unterirdischen Leitungen, Abläufen, Sickergruben, Wasserrinnen, Schächten, Kanaldeckeln und Faulgruben, insofern diese Vorrichtungen im Zusammenhang mit der zur Erschliessung des Grundstücks erforderlichen Infrastruktur stehen.

Art. 3. Artikel 194 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 194. Für folgende Arbeiten und Tätigkeiten ist das vorherige Gutachten des beauftragten Beamten nicht erforderlich :

1. Die Tätigkeiten und Arbeiten, die gemäss einer Gemeindebauordnung genehmigungspflichtig sind, wofür ein Gesetz oder Erlass jedoch keine Genehmigung vorschreibt, insofern diese Tätigkeiten und Arbeiten nicht in Artikel 192 erwähnt werden.

2. Die Anlage eines Lagers für weniger als 10 Gebrauchtfahrzeuge oder für weniger als 10 Tonnen Schrott.

3. Die Werbevorrichtungen, die als Bauten betrachtet werden, an Stellen, die nicht unter die allgemeine Ordnung über Anschläge und Werbung fallen.

4. In den ländlichen Wohngebieten und den landwirtschaftlichen Gebieten, mit Ausnahme der kulturell, historisch oder ästhetisch bedeutsamen Gebiete, der unter Denkmalschutz stehenden oder archäologischen Schutzgebiete: die Anlage von Fahrsilos insofern sie über 3 m von den Grundstücksgrenzen entfernt errichtet werden und ihre Höhe nicht mehr als 2,05 m beträgt.

5. Das Errichten von anderen Zäunen, als diejenigen, die in Artikel 192, Punkt 1, d), vorgesehen sind und von Mauern, die gemäss den geltenden Gesetzen und Vorschriften, insbesondere des Artikels 663 des Bürgerlichen Gesetzbuches zu erbauen sind.

6. Die Taubenschläge, unter der Bedingung, dass ihre Fläche nicht mehr als 30 m<sup>2</sup> und die Gesims- und Firsthöhe nicht mehr als 2,70 m bzw. 3,70 m betragen.

Art. 4. Artikel 195 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 195. Die in Artikel 192, Punkt 3, a), d), e) und f) und in Artikel 194, Punkt 5 erwähnten Freistellungen finden keine Anwendung in kulturell, historisch oder ästhetischen bedeutsamen Wohngebieten, in den unter Denkmalschutz stehenden oder archäologischen Schutzgebieten, in den besiedelten Teilen der Naturpark sowie in den in Artikel 309 erwähnten Gebieten. »

Art. 5. Der Minister der Neuen Technologien und K.M.U., der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Der Minister der Neuen Technologien und K.M.U.,  
der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

M. WATHELET

Der Ministerpräsident der Wallonischen Regionalexekutive, der mit der Wirtschaft beauftragt ist,

J.-M. DEHOUSSE

## VERTALING

N. 85 — 1962

## 16 JANUARI 1985. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot wijziging van de artikelen 192 tot 195 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw. — Erratum

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect, inzonderheid op artikel 4, derde lid;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw, inzonderheid op de artikelen 41, § 2, tweede lid, 42, § 1, tweede lid, 192, 193, 194 en 195;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s, de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest;

Besluit:

**Artikel 1.** Artikel 192 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt vervangen door volgende bepaling:

« Artikel 192. Geen bouwvergunning is vereist voor volgende werken en handelingen:

1° Voor zover zij geen afwijking van wets- of verordeningbepalingen vergen;

a) Enig op een afstand van meer dan 6 meter achter het hoofdgebouw op te richten bijgebouw zonder verdieping, op voorwaarde dat:

— er maar één per eigendom is en dat het voor de huisvesting is bestemd;

— de oppervlakte ervan niet meer dan 10 m<sup>2</sup> bedraagt;

— de kroonlijst- en de nokhoogte respectievelijk niet meer dan 2,50 m en 3,50 m bedraagt;

— het op meer dan 3 m afstand van de scheiding tussen de eigendommen is opgericht, voor zover zij door geen muur worden afgesloten. Zoniet kan het binnen de 3 m opgericht worden, op voorwaarde dat het niet hoger ligt dan de grenslijn van de muur;

— de gebruikte materialen bakstenen, stenen, hout, gepleisterd betonblokken of glaswanden zijn, in geval van industriële constructies;

— de vormgeving van het volume en de verwerkte materialen homogeen en in staat zijn om zich met het onmiddellijke milieu in harmonie te brengen.

Indien dit bijgebouw als duiventil bestemd is, zal de oppervlakte ervan tot maximum 15 m<sup>2</sup> gebracht kunnen worden — de kroonlijst- en de nokhoogte tot respectievelijk maximum 2,70 m en 3,70 m.

Het zal echter alleen opgericht kunnen worden op minimum 3 m afstand van de scheidingen tussen de eigendommen en het hoofdgebouw.

b) Een volière waarvan de oppervlakte maximum 10 m<sup>2</sup> bedraagt en waarvan de hoogte niet meer dan 2 m bedraagt.

c) De bijenstallen die op een afstand van ten minste twintig meter van een woning of van een openbare weg opgericht worden, of indien een volle hindernis met een hoogte van ten minste twee meter bestaat op een afstand van tien meter tussen de bijenstallen en de woning of de openbare weg.

d) De afsluitingen met een maximumhoogte van 1,50 m die bestaan uit met elkaar verbonden palen met draad of draadgaas met brede mazen, met eventueel op de basis ervan een betonplaat of een muurtje met een maximumhoogte van 30 cm of één of twee horizontale dwaarsstukken.

2° In de parken, tuinen en koeren.

a) Het aanleggen van de grond in overeenstemming met de bestemming ervan en voor zover het geen verandering eist van het reliëf ervan door aanleg van wegen, terrassen, bloem- en plantenbakken, fonteinën, speel- en sportterreinen.

b) Het plaatsen van tuinmeubilair zoals banken, tafels, stoelen, vuilnisemmers, draagpalen, open vuur, voor zover de totale hoogte ervan niet meer dan 2,50 m bedraagt en ze op 3 m afstand van de scheiding tussen de eigendommen liggen.

c) Het plaatsen van lantaarn- en verlichtingspalen zodat de op de grond overgebrachte lichtbundel van de lampen de eigendomsbeperking niet overstelpt.

d) De bij ministerieel besluit vastgestelde apparaten die absoluut noodzakelijk zijn voor het beoefenen van sporten, onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden, alsmede de apparaten die bestemd zijn voor het spelen, kunnen niet hoger zijn dan 3,50 m.

e) Het plaatsen van draineerleidingen, ondergrondse leidingen, straatkolken, zakputten, straatgoten, inspectieputten, deksels en septic tanken, voor zover deze inrichtingen betrekking hebben op de infrastructuur die noodzakelijk is voor het aanleggen van het eigendom.

3° Op het domein van de openbare wegen.

a) De vernieuwing van onzichtbare funderingen en van de bekleding van wegen waarvan de afmetingen beperkt blijven tot 7 m breedte — voor zover er geen verbreding is van de verkeersbaan —, van bermnen of voetpaden, alsmede het plaatsen van bijbehorende elementen zoals boordstenen, straatgoten, straatkolken en deksels, met uitzondering van borstweringen en veiligheidsband, geluidwerende muren en schermen, alsmede kunstwerken zoals voetgangersbruggen of tunnels.

b) Het aanleggen en vervangen van afwateringsstelsels met uitzondering van hoofdriolen, bufferbassins en waterzuiveringsinstallaties.

c) Het aanbrengen of vernieuwen van de wegmarkeringen.

d) De werken aan de voor voetgangers, fietsers en beplantingen voorbehouden ruimten met uitzondering van kunstwerken zoals voetgangersbruggen of tunnels.

e) Het plaatsen en vernieuwen van stadmeubilair zoals banken, tafels, stoelen, vuilnisemmers, lantaarn- en verlichtingspalen, plantenbakken, fonteintjes.

f) Onverminderd de naleving van de algemene reglementering op het aanplakken en reclame, en voor zover zij geen afwijking bij wets- en verordeningbepalingen eisen, het oprichten van de volgende aanplakken- en reclame-inrichtingen:

1. de aanplakzuilen waarvan de schacht met een diameter van maximum 1,20 m beperkt blijft tot 3,50 m hoogte;

2. de aanplakborden op voeten waarvan de maximale hoogten en breedten respectievelijk niet meer dan 2,50 m en 1,70 m bedragen en waarvan de bruikbare oppervlakte niet meer dan 4 m<sup>2</sup> per vlak bedraagt.

4° a) De tijdelijke constructies voor de installatie van bouwplaatsen en van toegelaten werken met inbegrip van de slaapketen voor arbeiders en directieketen gedurende de werktijd, en voor zover zij permanent zijn.

b) De omleggingswerken van het voetgangers-, fietsers- en autoverkeer of van het openbaar vervoer, vereist voor bouwplaatsen, op voorwaarde dat een voorlopig vervangend voetpad wordt aangelegd en dat de plaats in de vorige staat wordt hersteld in de maand na de voorlopige oplevering der werken.

5° In woongebieden met landelijk karakter en agrarische gebieden, met uitzondering van de gebieden van culturele, historische of esthetische waarde, de beschermde gebieden of de gebieden van archeologische waarde;

het bouwen van kokersilo's, voor zover zij worden opgericht op meer dan 3 m afstand van de aangrenzende eigendommen en de hoogte ervan niet meer dan 2,05 m bedraagt.

6° De verbouwingswerken binnen in het gebouw en de werken voor de geschiktmaking van de lokalen — met inbegrip van de overeenkomstige uitrusting met sanitaire, elektrische, verwarmings- of verluchtingsinstallaties, voor zover ze de draagstructuren van het gebouw niet veranderen en ze noch de wijziging van de bestemming van dit gebouw, noch de wijziging van het opgebouwde volume, noch de wijziging van het architectonische karakter vergen.

7° Het leggen van radio- en teledistributienetten op govels. »

Art. 2. Artikel 193 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende bepaling:

\* Artikel 193. De medewerking van een architect is niet verplicht voor:

1° De merkelijke wijziging van het reliëf van de bodem, de aanleg ervan met inbegrip van het aanleggen van vijvers, zwembaden en speel- of sportterreinen.

2° a) Ontbossen, alleenstaande hoogstammige bomen vellen binnen de groene ruimten van een door de Koning of de Executieve goedgekeurd plan van aanleg, evenals bomen waarvan de aanplanting of de handhaving in de verkavelings- of bouwvergunning wordt aangegeven.

b) Ontginnen of de vegetatie wijzigen van heiden of venen, alsmede van enig ander gebied waarvan de bescherming noodzakelijk wordt geacht door de Executieve.

3° Een opslagruimte voor gebruikte voertuigen en voor schroot aanleggen.

4° a) Een grond gewoonlijk gebruiken voor het plaatsen van één of meer verplaatsbare inrichtingen die voor bewoning kunnen worden gebruikt.

b) Een grond gebruiken voor het plaatsen van één of meer vaste inrichtingen die geen montage of constructie eisen, voor zover hun oppervlakte niet meer dan 30 m<sup>2</sup> bedraagt.

5° Het bouwen van anderé afsluitingen dan de in artikel 192, 1°, d) bedoelde afsluitingen en van muren op te richten overeenkomstig de geldende wetten en reglementen en, inzonderheid artikel 663 van het Burgerlijk Wetboek.

6° Het slopen van alleenstaande gebouwen of bijgebouwen zonder boven- of ondergrondse verdieping.

7° Voor zover zij geen afwijking van wets- of verordeningbepalingen vergen.

a) Enig achter het hoofdgebouw op te richten bijgebouw zonder verdieping en op een afstand van meer dan 6 m, op voorwaarde dat:

- het niet bestemd is voor industrieel, commercieel, residentieel of dienstgebruik;

- de buitenoppervlakte ervan niet meer dan 20 m<sup>2</sup> bedraagt;
- de kroonlijst- en de nokhoogte respectievelijk niet meer dan maximum 2,70 m en 4,50 m bedraagt;

- het op meer dan 3 m afstand van de scheiding tussen de eigendommen is opgericht, voor zover zij door geen muur worden afgesloten. Zoniet kan het binnen de 3 m opgericht worden, op voorwaarde dat het niet hoger ligt dan de grenslijn van de muur;
- er slechts één per perceel opgericht wordt.

b) Het bouwen van serres en veranda's aanliggend aan de achterkant van het hoofdgebouw, op voorwaarde dat:

- ze in het verlengde van het hoofdgebouw liggen;
- ze uit alleen één niveau bestaan;
- de diepte ervan niet meer dan 3,50 m bedraagt;
- de afdekking en de achterkant uit doorzichtige en vlakke glaswand bestaan.

8° De handelingen en werken waarvoor een gemeentelijke bouwverordening een vergunning voorschrijft terwijl een wet of een besluit zulke vergunning niet eist, voor zover het geen handelingen en werken zijn, als bedoeld in artikel 192.

9° De oprichting van antennen, masten, pylonen, staartmolen, en andere gelijkaardige structuren op een afstand van het eigendom die tenminste overeenstemmend is met hun totale hoogte, voor zover zij de schoonheid van het landschap niet schaden.

10° Het voor het produceren van warm sanitair water bestemde zonnepaneel, op voorwaarde dat de oppervlakte ervan niet meer dan 6 m<sup>2</sup> bedraagt en het in het dak van het bestaande gebouw ingebouwd wordt.

11° De kleine installaties en technische infrastructures zoals benzinepompen, brandstoftanken, kleine constructies bestemd voor de opslag van brandstoffen of materialen, reclame- of aanplakdraag-sportoren, telefooncellen, kasjes voor diverse gebruiken.

12° Het bouwen van kokersilo's in gebieden anders dan woongebieden met landelijk karakter en agrarische gebieden, met uitzondering van de gebieden van culturele, historische of esthetische waarde, de beschermde gebieden of de gebieden van archeologische waarde, voor zover zij worden opgericht op meer dan 3 m afstand van de aangrenzende eigendommen en de hoogte ervan niet meer dan 2,50 m bedraagt.

13° Buiten gebieden van culturele, historische of esthetische waarde, de beschermde gebieden of de gebieden van archeologische waarde:

a) — Het aanleggen van de grond in overeenstemming met de bestemming ervan door aanleg van wegen, terrassen, plantenbakken, fonteinen, speel- en sportterreinen.

— Het aanleggen van de grond zelfs indien hij niet in overeenstemming is met zijn bestemming als het om het beoefenen van de bij dit besluit vastgestelde sporten gaat op de bij ministerieel besluit vastgestelde voorwaarden en die uiteraard een verplaatsing eisen in gebieden anders dan voor dit doel bedoelde gebieden.

b) Het plaatsen van tuinmeubilair.

c) Het plaatsen van lantaarn- en verlichtingspalen.

d) De toestellen en installaties voor sportbeoefening bepaald bij ministerieel besluit en onder de door dit besluit vastgestelde voorwaarden, alsmede de toestellen en installaties voor spelen.

e) Het plaatsen van draineerleidingen, ondergrondse leidingen, straatkolken, zakputten, straatgoten, inspectieputten, deksels en septic tanks, voor zover deze inrichtingen in verband zijn met de infrastructuur die noodzakelijk is voor het aanleggen van het eigendom.

Art. 3. Artikel 194 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

\* Artikel 194. De volgende werken en handelingen zijn vrijgesteld van het voorafgaande advies van de gemachtigde ambtenaar:

1° De handelingen en werken waarvoor een gemeentelijke bouwverordening een vergunning voorschrijft terwijl een wet of een besluit zulke vergunning niet eist, voor zover het geen handelingen of werken zijn, als bedoeld in artikel 192.

2° Aanleg van een opslagruimte van minder dan 10 gebruikte voertuigen of van minder dan 10 ton schroot.

3° De als bouwwerken aangemerkte reclame-inrichtingen op te richten op plaatsen die niet onder de toepassing van de algemene regelen op het aanplakken en de reclame vallen.

4° In de gebieden andere dan woongebieden met landelijk karakter en agrarische gebieden, met uitzondering van de gebieden van culturele, historische of esthetische waarde, de beschermde gebieden of de gebieden van archeologische waarde, het bouwen van kokersilo's, voor zover zij worden opgericht op meer dan 3 m afstand van de aangrenzende eigendommen en de hoogte ervan niet meer dan 2,05 m bedraagt.

5° Het bouwen van andere afsluitingen dan de in artikel 192, 1°, d) bedoelde afsluitingen en van muren op te richten overeenkomstig de geldende wetten en reglementen en, inzonderheid artikel 663 van het Burgerlijk Wetboek.

6° De duiventillen, op voorwaarde dat de oppervlakte ervan niet meer bedraagt dan 30 m<sup>2</sup> en dat de kroonlijst- en de nokhoogte respectievelijk niet meer dan 2,70 m en 3,70 m bedraagt.

Art. 4. Artikel 195 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

\* Artikel 195. De in de artikelen 192, 3°, a), b), c) en f) en 194, 5°, bedoelde vrijstellingen zijn niet van toepassing in de woongebieden, de gebieden van culturele, historische of esthetische waarde, de beschermde gebieden, de gebieden van archeologische waarde, de bebouwde gedeelten van natuurparken, alsmede in de gebieden bedoeld in artikel 309.

Art. 5. De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s, de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest is belast met de uitvoering van dit besluit.

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s,  
de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE